

## Le Président

---

Avis n° 20241445 du 18 avril 2024

---

Monsieur [REDACTED] pour l'association « Costour Poumon Vert en Finistère », a saisi la Commission d'accès aux documents administratifs, par courrier enregistré à son secrétariat le 16 février 2024, à la suite du refus opposé par le président de Brest métropole à sa demande de communication de l'audit de la rénovation du stade actuel Francis Le Blé dans le cadre du projet de construction du nouveau stade au Froutven.

En l'absence de réponse de l'administration à la date de sa séance, la commission rappelle que les rapports d'inspection, d'audit et autres diagnostics demandés par une personne publique ou une personne privée chargée d'une mission de service public, dans le cadre de l'exercice de cette mission, revêtent le caractère de documents administratifs communicables à toute personne qui en fait la demande, en application de l'article L311-1 du code des relations entre le public et l'administration, sous réserve, d'une part, qu'ils soient achevés, c'est-à-dire qu'ils aient été remis à leur commanditaire et, d'autre part, qu'ils soient dépourvus de caractère préparatoire.

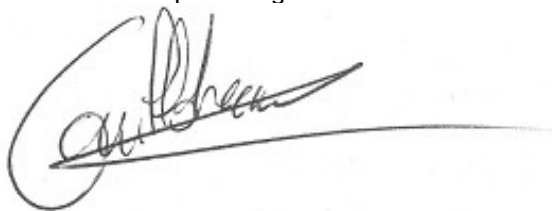
Elle précise que de tels rapports ne peuvent revêtir un caractère préparatoire, au sens des dispositions du livre III du code précité, que lorsqu'ils sont destinés à éclairer l'autorité administrative en vue de prendre une décision administrative déterminée et que cette décision n'est pas encore intervenue, ou que l'autorité administrative n'a pas manifestement renoncé à la prendre. Dans un tel cas, le caractère préparatoire d'un rapport s'oppose en principe à la communication immédiate de l'ensemble de son contenu, à moins, toutefois, que les éléments de ce rapport préparant une décision ultérieure ne soient divisibles de ses autres développements. En outre, lorsqu'un projet comporte des phases distinctes donnant lieu à l'édiction de plusieurs décisions successives, il importe d'identifier la nature des pièces dont le caractère préparatoire est levé par l'intervention de chacune de ces décisions.

Cette communication ne peut, par ailleurs, intervenir que sous réserve de l'occultation ou de la disjonction des passages qui porteraient atteinte à l'un des intérêts protégés par les articles L311-5 et L311-6 du code des relations entre le public et l'administration, en particulier le secret des affaires protégé par l'article L311-6 du code précité.

En l'espèce, la commission, qui n'a pas pu prendre connaissance du rapport sollicité, émet, un avis favorable à sa communication, sous ces réserves.

---

Pour le Président  
et par délégation

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Laëtita Guilloteau', is written over a faint, circular official stamp. The signature is fluid and cursive, with a long horizontal stroke extending to the right.

Laëtita GUILLOTEAU  
Rapporteure générale adjointe